

RÉSIGNÉS À S'ENDETTER



Le campus de l'Université Moncton bourdonne d'activité en cette semaine de rentrée scolaire. Les étudiants semblent enthousiastes d'entamer la nouvelle session en force. Pourtant, la plupart se retrouveront avec une facture salée à la fin de leur parcours. Ce lourd fardeau financier est souvent banalisé.

Les jeunes diplômés sont en moyenne aux prises d'une dette qui s'élève à 35 000\$ et ils prennent de 8 à 10 ans pour la payer. Cette statistique est tirée de la Fédération des étudiantes et étudiants du Campus universitaire de Moncton (FÉECUM).

Des étudiants interviewés sur le campus n'ont pas bronché en entendant cette statistique. Ils ne sont pas inquiets: contracter un prêt pour ses études est une étape normale du parcours scolaire.

Cette étudiante en première année au baccalauréat a reçu un prêt du gouvernement de 5000\$. Quant à sa camarade de classe, Kayla Richard, elle a contracté un prêt de 11 000\$ pour l'année scolaire.

Selon Pascale Rioux, présidente de la FÉECUM, peu d'étudiants sont conscients du fardeau financier que représente un prêt étudiant.

«Ils vont faire une demande pour un prêt ou une marge de crédit bancaire. Ils vont surtout comprendre dans quoi ils se sont embarqués lorsqu'ils termineront leurs études», explique-t-elle.

Des parents vont aussi inciter leur enfant à contracter un prêt pour payer leurs études.

«Ils m'ont encouragé parce que mon frère a fait la même chose. C'est une aide qui est offerte, so j'en ai pris avantage», indique Eric Beaulieu, étudiant de première année en comptabilité.

Ces étudiants interviewés ont souligné avoir reçu peu, voire aucune information relative au paiement des prêts étudiants lorsqu'ils étaient au secondaire.

«On a su comment s'inscrire, mais on n'a pas su ce qu'on devait faire après», note Nicolas Dionne, étudiant de deuxième année en génie civil.

Mme Rioux déplore ce manque d'information concernant l'une des plus importantes décisions financières qu'un jeune adulte aura à prendre dans sa vie.

«Je ne crois pas qu'on met beaucoup l'accent sur le prix d'une année universitaire et quels types de répercussions cela peut avoir», fait-elle valoir.

«Ça fait en sorte que lorsqu'ils font une demande pour un prêt étudiant, ils n'ont pas tous l'information en poche pour faire des choix judicieux», continue-t-elle.

Les bourses d'études - des montants d'argent donnés par les gouvernements aux étudiants après une évaluation de leur situation financière - sont davantage mises de l'avant, selon elle.

En revanche, les taux d'intérêt des prêts ne sont pas abordés. Le Guide d'information 2019-2029 du gouvernement provincial stipule que le taux d'intérêt fixe est à 5%, tandis que celui variable est à 2,5%.

Elle croit que les universités devraient parler de ce que représente un prêt étudiant en termes financiers lorsqu'ils sont en période de recrutement dans les écoles secondaires.

Même ceux qui poursuivent des études

«Moi je pense que ça fait partie de la vie. Tu sors des études, t'auras des dettes anyway», lance Megan Simon, étudiante en science infirmière.

débouchant sur les emplois les mieux rémunérés pourraient avoir une mauvaise surprise.

«Dans les faits, le taux d'endettement est tellement élevé comparativement au salaire que tu vas recevoir, ça ne s'équilibre pas.»

La dette étudiante pourrait mettre des bâtons dans les roues des jeunes diplômés.

La présidente de la FÉÉCUM souligne que le remboursement des prêts - qui débute six mois après la fin des études - pourrait retarder l'achat d'une maison.

«Ça peut devenir un fardeau monétaire parce que ce ne sont pas toutes les instances financières qui vont vouloir leur prêter s'ils sont déjà endettés», appuie-t-elle.

Elle ajoute que la dette étudiante peut aussi repousser l'idée de fonder une famille.

Un programme avait été implanté par le précédent gouvernement pour les étudiants moins fortunés. Ceux dont les parents gagnent moins que 60 000\$ bénéficiaient de la gratuité scolaire.

Une bourse de 3000\$ par année du fédéral était accordée à ces étudiants, elle l'est toujours d'ailleurs. Le gouvernement provincial payait l'autre partie, faisant en sorte que l'entièreté des droits de scolarité était couverte.

Les progressistes-conservateurs ont modifié le programme en avril afin d'y inclure les universités privées. Aujourd'hui, les étudiants qui fréquentent les universités publiques peuvent recevoir jusqu'à 3000\$ du gouvernement provincial.

Ils devront toutefois assumer les frais supplémentaires, le cas échéant.

En juin, l'Université de Moncton a augmenté ses frais de scolarité de 8% pour les étudiants étrangers et ceux du Nouveau Brunswick qui entament leur première année en septembre: leur facture s'élèvera à 6423\$. Les autres, les étudiants néobrunswickois qui sont inscrits depuis l'an dernier ou avant, ont subi une hausse de 2%: ils payeront désormais 6066\$. Les étudiants du baccalauréat en science infirmière devront aussi payer des frais supplémentaires de 500\$ pour leur formation clinique.

De plus, le gouvernement a éliminé les bourses de 1500\$ octroyées aux étudiants qui font leur stage dans le secteur public, soit ceux en éducation, en science infirmière, en travail social, en nutrition et finalement en gestion du loisir, en sport et en tourisme. ■